



SNUipp-FSU de l'Ain
Syndicat majoritaire des Prof. des
écoles
46, Bd de Brou
010000 Bourg-en-Bresse
[04 74 32 61 20](tel:0474326120)

COMMUNIQUE DE PRESSE

Crise sanitaire dans les établissements scolaires

La crise sanitaire, dans toutes ses phases, a mis en avant l'incapacité du ministère à considérer les enseignants, les personnels de direction, l'ensemble des équipes éducatives, les enfants et leurs parents. Le ministère avait six mois pour préparer un protocole qui permette, pendant le confinement, aux élèves de garder un lien physique avec leur établissement. 6 mois pour réussir ce qui n'a pas été possible en mars c'est-à-dire mettre en place une continuité scolaire, certes dégradée mais réelle pour toutes et tous.

Ne revenons donc pas sur toutes les phases du fiasco de cette gestion de dernière minute, qu'il s'agisse des écoles ouvertes qui ferment, du "tout est prêt" où rien ne fonctionne, du protocole tellement inapplicable qu'il précise avec cette formule extraordinaire: "lorsque cela est possible". Et quand ce n'est pas possible ? Et bien tant pis : tout le monde a bien compris que l'important est ailleurs, accueillir les enfants pour que les parents travaillent. Entendons-nous bien, personne ne nie l'importance de l'école pour les élèves, et faire ce procès d'intention aux organisations syndicales comme l'a fait le ministre est méprisable, et surtout Monsieur Blanquer n'a pas le monopole des préoccupations sociales. Car quelles sont ses préoccupations quand le recrutement des enseignants et AED est en berne ? Quand des AESH payées au lance pierre sont traité-e-s comme des moins que rien ? Où sont les créations de postes qui devraient permettre de réduire massivement les effectifs, augmenter le temps de formation des enseignants, redonner de la latitude aux équipes pour élaborer la réponse aux défis que doit relever l'école et plus largement notre société ?

La reprise suite aux vacances de la Toussaint, avec les masques et la mise en œuvre du nouveau protocole, achèvent de jeter le discrédit sur notre ministère : injonctions contradictoires, revirements ridicules, masques inadaptés à notre pratique professionnelle, masques imposés aux plus jeunes comme si de rien n'était, sans préparation, sans formation, sans rien... débrouillez-vous ! Pour que l'économie française reparte, les écoles ont dû rouvrir et ce à n'importe quel prix. Espérons que les masques de la marque DIM -qui seraient traités avec des agents potentiellement dangereux, et qui ont été fournis par le ministère aux personnels- n'auront pas coûté trop cher et qu'ils ne grèveront pas la santé de tous les collègues qui les ont portés pour exercer leur métier.

Les collègues ont été mis en danger et le sont aussi par ce protocole inapplicable. C'est désormais pire avec le protocole "renforcé" dans un contexte épidémique dramatique. Le principe de distanciation physique d'au moins un mètre est rappelé « lorsqu'elle est matériellement possible » (page 3). Ce n'est donc pas un absolu à respecter. Il ne peut pas l'être avec des classes bondées. « L'aération des locaux est la plus fréquente possible et dure au moins quinze minutes à chaque fois », « Cette aération doit avoir lieu au minimum toutes les deux heures ». Dans de nombreux établissements, certaines fenêtres ne peuvent pas s'ouvrir. Pour les autres, malgré le réchauffement climatique, il commence à faire froid. Il va donc falloir bien se couvrir pour aller en cours. Le gaspillage énergétique va être renforcé. « La limitation du brassage entre les élèves de groupes différents (classe, groupe de classes ou niveau) est requise »... Le Ministre s'est souvenu ensuite qu'il avait imposé une réforme du lycée basée sur les spécialités donc sur le brassage des classes. Il ajoute donc « Lorsque le non brassage entre classes n'est pas possible (notamment en Première,

Terminale), la limitation du brassage s'applique par niveau ». On n'avait pas encore pensé à mélanger les élèves de Seconde avec ceux de Terminale pour les mêmes cours. **Si on ne pratique pas la brasse, on risque de couler...**

« Cette limitation devait être pleinement opérationnelle au plus tard le **9 novembre 2020** ». C'est-à-dire que nous pouvions continuer à nous exposer au danger pendant une semaine durant. Cela illustre bien l'improvisation totale de Monsieur "Nous sommes prêts".

Rien ne change pour les cantines qui sont les lieux les plus dangereux car bondés et sans masque. Faute de personnels suffisants, au collège, au lycée, mais aussi dans certaines écoles, **le nettoyage et la désinfection ne sont pas faits comme le stipule le protocole**. Cette grave situation sanitaire n'a fait que révéler le manque d'agents d'entretien dans les établissements ainsi que la lourdeur et la pénibilité de leur tâche au quotidien.

L'urgence est de réduire les effectifs en classe et d'alléger les programmes.

Il faut s'assurer que les conditions sanitaires mises en place permettent la protection de toutes et tous afin que nous puissions continuer à accueillir les élèves même en mode dégradé et que nous ne soyons pas obligés de simplement fermer car le virus circule trop ! En cela l'organisation syndicale que nous représentons propose des solutions bien plus responsables que celle de notre ministre. Alors que les chiffres de contamination croissent de façon exponentielle, l'école serait un havre sain ?

La DASEN a fait parvenir début novembre aux organisations syndicales un état des lieux des cas de COVID+ sur les écoles du 2 au 12 novembre.

L'administration ne comptabilise que 4 cas positifs chez les enseignants et 16 cas chez les élèves. Le SNUipp-FSU a estimé que ce résultat n'était pas réaliste au regard de la situation du terrain et a mené son enquête auprès des directeurs :

sur 35 retours, soit 8 % des écoles, nous dénombrons 62 cas déclarés COVID+ dont 18 cas de personnels et 37 cas chez les élèves (7 n'étant pas détaillés).

Nous n'avons pas encore d'information sur 92% des autres écoles, mais pourtant, nos chiffres dépassent ceux "officiels" de l'administration.

Nous n'en avons pas fini avec le "pas de vague" malgré la deuxième qui nous submerge à nouveau.

Le SNUipp-FSU a lancé également une enquête sur les conditions de reprise après les vacances de la Toussaint, et notamment sur la mise en place du protocole sanitaire renforcé (environ 15% des écoles ont répondu).

Voici les enseignements de cette enquête :

Masques pour les personnels : des masques autres que DIM, ont-ils été livrés à temps pour tous les personnels (PE, AVS, AESH...) :

> NON pour 41% des retours

Obligation de port de masques pour les élèves en élémentaire : commentaires, problèmes, refus

> Refus et/ou inquiétude des parents évoqués dans 25% des réponses

> Masques "mal portés", "touchés", "souillés" évoqués dans 25 % des réponses

> Difficultés pour les élèves qui portent le masque (maux de tête, élocution difficile.) recensés dans 37% des situations

> Pas de masque inclusif pour les ULIS / AESH

Difficultés particulières autres

> Distanciation impossible dans 49% des situations (temps scolaire et/ou périscolaire)

> Désinfection renforcée impossible (manque de personnels d'entretien) : 19 % des réponses

> Temps de lavage des mains très important, manque de sanitaires...

Quelles sont les réelles préoccupations du ministère quand le recrutement des enseignants et AED est en berne ? Quand des AESH payées au lance pierre sont traité-e-s comme des moins que rien ?

Où sont les créations de postes qui devraient permettre de réduire massivement les effectifs, augmenter le temps de formation des enseignants, redonner de la latitude aux équipes pour élaborer la réponse aux défis que doit relever l'école et plus largement notre société ?

Les remplacements non assurés vont aussi à l'encontre de ces règles sanitaires !

Il est urgent de recruter des personnels sur liste complémentaire pour faire face aux besoins de remplacement !

Sur la seule période de septembre à octobre, 387 journées non remplacées dans notre seul département !

Le manque personnel ne permet pas aux enseignants de limiter le brassage des élèves dans les classes lorsque ceux-ci sont répartis dans les classes quand les professeurs des écoles ne sont pas remplacés. Les solutions -regrouper les élèves d'une autre classe dans un coin de la salle- ne sont pas du tout satisfaisantes, lorsque l'on connaît la réalité dans les écoles, où les salles ne sont pas extensibles, et où les élèves sont déjà nombreux !

Depuis la rentrée de novembre, les élèves de plus de 6 ans doivent porter des masques. Sur l'ensemble du département, des enseignants sont confrontés à des parents parfois réfractaires à ce port du masque, certains allant jusqu'à les menacer, ou à les harceler jusque sur les réseaux sociaux. Plusieurs plaintes ont été déposées en gendarmerie.

Dans un contexte "normal", les dépôts de plaintes sont exceptionnels.

Cette situation préoccupante est révélatrice du manque de considération du travail et des personnels d'éducation (directrices et directeurs, enseignant-es, CPE, AED...) qui sont épuisés, au bord de la rupture.

Les personnels de l'éducation nationale doivent être écoutés, soutenus et reconnus. Et ce n'est certainement pas pour protéger la profession, que l'Observatoire de la sécurité dans les établissements, lanceur d'alerte (trop indépendant) du ministère va être fermé.